

---

## Révolutions de l'an 1989 : fin d'un monde et naissance d'un siècle

Smolar

### Résumé

Que reste-t-il de l'année 1989 ? D'un côté, l'empire soviétique s'effondre, l'Europe de l'Est est libérée, la Yougoslavie se disloque, une kyrielle d'États s'édifient sur les ruines du communisme, et partout semble triompher le modèle occidental de développement économique, politique et social. Dix ans plus tard, l'euphorie des peuples a disparu ; l'héroïsme des libérateurs s'est plié au rigorisme des gestionnaires ; l'ouverture démocratique a parfois débouché sur la guerre ; et l'espoir des intellectuels accouché d'un renoncement au mythe de la troisième voie. À la charnière de deux époques, l'année 1989 semble avoir enfoui le souvenir du monde d'hier sous les turbulences du siècle nouveau, emmené par les États-Unis dans l'âge naissant de la globalisation.

### Abstract

Revolutions in 1989 : End of a World and Birth of a Century, by Aleksander Smolar

The perception of the events of 1989 has strongly changed during the last 10 years. At the beginning those events were compared to some of the great revolutions of the past ; today they are mainly viewed as a simple geopolitical change. We analyze the reasons for this modified perspective, taking into account the evolution of the societies in both Eastern and Western countries.

---

### Citer ce document / Cite this document :

Smolar. Révolutions de l'an 1989 : fin d'un monde et naissance d'un siècle. In: Politique étrangère, n°3-4 - 2000 - 65<sup>e</sup>année. pp. 901-913;

doi : <https://doi.org/10.3406/polit.2000.4993>

[https://www.persee.fr/doc/polit\\_0032-342x\\_2000\\_num\\_65\\_3\\_4993](https://www.persee.fr/doc/polit_0032-342x_2000_num_65_3_4993)

---

Fichier pdf généré le 13/04/2018

Aleksander SMOLAR

## Révolutions de l'an 1989 : fin d'un monde et naissance d'un siècle

*Que reste-t-il de l'année 1989 ? D'un côté, l'empire soviétique s'effondre, l'Europe de l'Est est libérée, la Yougoslavie se disloque, une kyrielle d'États s'édifient sur les ruines du communisme, et partout semble triompher le modèle occidental de développement économique, politique et social. Dix ans plus tard, l'euphorie des peuples a disparu ; l'héroïsme des libérateurs s'est plié au rigorisme des gestionnaires ; l'ouverture démocratique a parfois débouché sur la guerre ; et l'espoir des intellectuels accouché d'un renoncement au mythe de la troisième voie. À la charnière de deux époques, l'année 1989 semble avoir enfoui le souvenir du monde d'hier sous les turbulences du siècle nouveau, emmené par les États-Unis dans l'âge naissant de la globalisation.*

Politique étrangère

L'année 1989 commence par le retrait des armées soviétiques d'Afghanistan et se termine par la chute du régime Ceausescu en Roumanie. Entre ces deux événements ont lieu les négociations entre l'opposition et le gouvernement en Pologne et en Hongrie qui conduisent, à terme, au démontage du communisme dans les deux pays. Puis le communisme s'effondre en Allemagne de l'Est, en Tchécoslovaquie et en Bulgarie. L'Union soviétique perd le contrôle de l'Europe centrale et orientale et entame son implosion, officialisée en 1991.

Il y a dix ans, le monde eut l'impression d'assister à des événements historiques majeurs, comparables à la Révolution française, à la révolution américaine, au printemps des peuples de 1848 ou à la révolution russe de 1917. Des décennies de guerre froide s'achèvent alors ; la menace de destruction totale prend fin ; un monde bétonné, bipolaire,

s'évanouit. Pour les uns, ce grand chamboulement signifie « *la fin de l'histoire* » – au sens philosophique du terme –, une alternative à l'ordre libéral et démocratique paraissant inconcevable. Pour d'autres, l'histoire vient au contraire d'ouvrir grand ses portes : des pays, des peuples, des continents peuvent enfin modeler leur destin comme bon leur semble. D'autres encore craignent que cette année mémorable ne provoque des cataclysmes : chaos, guerres civiles, conflits ethniques... Le monde bipolaire garantissait, quoi qu'on en dise, une forme d'ordre et de prévisibilité. Constatant sa disparition, certains auteurs annoncent le retour des démons du passé<sup>1</sup>. Pour de nombreux observateurs, le début des guerres yougoslaves est l'occasion de rappeler que les Première et Seconde Guerres mondiales comme la guerre froide ont commencé précisément sur ce bout de terre situé entre l'Orient et l'Occident, ancien carrefour des empires et de trois religions, la chrétienté occidentale, l'orthodoxie et l'islam.

Par ricochet, les événements de 1989 ont influencé la situation interne de l'Occident. La réunification allemande accélère l'intégration européenne, et l'expansion de la démocratie dans le monde s'accompagne d'une déstabilisation dans plusieurs vieux États démocratiques. Antérieurement, le sentiment de danger extérieur ne favorisait pas le questionnement critique de l'ordre politique. La concurrence systémique disparue, les États démocratiques ne peuvent compter que sur les sources intérieures de légitimité et les critères internes de succès ou d'échec. Leurs citoyens sont plus critiques face aux phénomènes qu'ils avaient tendance à tolérer auparavant, comme le manque de transparence ou la corruption. Aux côtés de la politique et de l'économie, l'importance des considérations éthiques semblent s'accroître sans cesse. La communauté des pays démocratiques supporte de moins en moins bien les violations des droits de l'homme et adhère de plus en plus au « *droit à l'ingérence* », quoique appliqué de façon inévitablement sélective. La guerre de l'OTAN contre la Serbie, les tribunaux internationaux jugeant les crimes contre l'humanité commis au Rwanda ou en ancienne Yougoslavie et, enfin, l'idée d'un Tribunal pénal international (TPI) illustrent de façon éclatante ce nouvel état d'esprit.

1. John J. Mearsheimer, « Back to the Future : Instability in Europe After the Cold War », *International Security*, 15 (1), été 1990.

Les révolutions pacifiques de l'an 1989 – la Roumanie étant la seule exception – ont fasciné le monde entier. Leurs héros sont le peuple, la nation, la société civile et les intellectuels qui ont appelé à la vérité, aux valeurs morales, au respect des droits de l'homme. Un vieux rêve semble se réaliser, chimère d'un « *gouvernement des philosophes* », d'une démocratie capable de générer et de respecter de vraies élites. Des hommes comme Vaclav Havel, Jacek Kuron, Tadeusz Mazowiecki, Adam Michnik, Janos Kis, Bronislaw Geremek, Gyorgy Konrad, Jiri Dienstbier, Andrei Sakharov, Jeliu Jelev, Arpad Goentz et tant d'autres encore attirent le regard de l'Occident vers l'Est. Dès les années 70, Jean-François Revel – après, je crois, l'élection de Karol Wojtyla au Saint-Siège – n'intitulait-il pas l'un de ses papiers « Ex Oriente lux » ?

Dix ans plus tard, pourtant, quelle indifférence ! Une décennie après les événements de 1989 qui ont radicalement changé le destin de centaines de millions d'êtres humains, l'anniversaire passe presque inaperçu en Occident. Le syndicat polonais Solidarité, fort de ses dix millions de fidèles, représentait pourtant tout un peuple lancé contre un pouvoir dans lequel il ne se reconnaissait pas. Pour en fêter récemment le vingtième anniversaire, le *International Herald Tribune* se contenta de publier la photo de Lady Thatcher en train d'être nommée citoyenne d'honneur de Gdansk.

L'absence d'analyses, de livres, d'articles sur ces événements vieux d'à peine dix ans invite bien sûr à la réflexion. Charles Krauthammer, commentateur du *Washington Post*, a attribué ce faible intérêt pour l'anniversaire de la chute du communisme à la nature des hommes qui dominent aujourd'hui les États-Unis. Formés dans le combat contre la guerre du Viêtnam et contre la politique anticommuniste des présidents Reagan et Bush, ils auraient eu quelque mal, selon lui<sup>2</sup>, à fêter leur propre défaite idéologique et politique, même au regard d'événements « *d'envergure biblique* » : fin de la dominance « *du collectivisme sur l'individu, de l'État sur la collectivité, de la politique sur tout* ». Une autre plume du même journal, E.J. Dionne, semble plus proche de la réalité lorsqu'il explique le faible intérêt pour l'an 1989 par une décrue générale de l'intérêt américain pour les questions

---

2. *The Washington Post*, 12 novembre 1999.

internationales. Aux temps de la guerre froide, la vigueur de cet intérêt tenait au sentiment de danger que pouvaient susciter les événements, même s'ils se déroulaient au bout du monde<sup>3</sup>. Paradoxalement, en cette saison de globalisation, nos intérêts semblent rétrécis et locaux. Et le problème n'est pas particulier aux États-Unis : en dehors de la finance ou, plus largement, des processus économiques, le sentiment que nos destins sont interconnectés semble plus ténu aujourd'hui qu'il ne l'était au temps de la guerre froide.

Cette indifférence face aux événements de 1989 découle aussi du fait que nous sommes incapables de les inscrire dans le temps. « *La grande narration* » touche à sa fin. Le grand récit du passé, c'était les Première et Seconde Guerres mondiales, la grande dépression des années 30, le communisme, le fascisme et le nazisme, l'holocauste, la guerre froide, la décolonisation. Ça, c'était l'histoire, celle qui a déterminé le cours des événements, qui les a façonnés, qui leur a conféré leur sens et leur dignité. On sentait que ces événements-là touchaient chaque vie, chaque destin. Mais quelle est la grande narration d'aujourd'hui ? Quel sens donner aux événements récents, comment les inscrire dans l'histoire ? La grande narration, de nos jours, c'est la globalisation, les mouvements de capitaux, les technologies informatiques modernes, les manipulations génétiques. Vus à travers un tel prisme, les événements d'il y a à peine dix ans paraissent anachroniques et dépassés : ils closent le grand livre d'hier. Cruciaux il y a dix ans, ils semblent déjà relever de la préhistoire. La grande césure de l'année 1989 semble se situer dans l'Antiquité, dans un monde évanoui.

Le débat qui a eu lieu, au début de la dernière décennie, sur la nature des événements alors en cours (avec la participation d'auteurs tels que François Furet, Ralf Dahrendorf, Timothy Garton Ash, Jürgen Habermas) explique partiellement, je crois, pourquoi ils ont été relégués au fin fond des mémoires. Les interprétations divergentes des révolutions de 1989 ont été avancées mais n'ont pas suscité de véritables échanges d'idées : l'enjeu apparemment n'en valait pas la peine. Le seul vrai adversaire qui aurait eu droit au *votum separatum* – les commu-

3. Mais les Américains ne sont pas devenus plus isolationnistes qu'auparavant. En 1999, 61 % des Américains interrogés par Gallup se prononçaient pour un engagement plus actif de leur pays dans le monde. Ce niveau est représentatif pour les cinquante dernières années. Voir James M. Lindsay, « The New Apathy. How an Uninterested Public is Reshaping Foreign Policy », *Foreign Affairs*, septembre-octobre 2000.

nistes – n'était plus sur le ring. Pour leur part, les partis socialistes se sont vite accommodés de la faillite du marxisme et, plus largement, de celle de la pensée de gauche traditionnelle. Abandonnant les éléments ambigus de leur propre foi, ils ont vite emporté une brillante série de victoires politiques. Dans l'ensemble, la droite, le centre et la gauche ont admis de concert – tout en diversifiant les accents – que les changements en Europe centrale et orientale confirmaient la pertinence du modèle politique, social et économique occidental.

Seules trois orientations idéologiques ont espéré que l'Est apporte de nouvelles idées ou de nouvelles énergies capables de changer le monde : de petits groupes d'intellectuels de la gauche libérale, des groupes néo-conservateurs anglo-saxons et des cercles beaucoup plus vastes du monde chrétien.

Les premiers<sup>4</sup> parlent de la « *révolution auto-limitée* » et des expériences d'une « *société civile auto-émancipée et auto-institutionnalisée* ». Ils analysent « *les formes non électorales, extraparlimentaires, de l'activité politique* » des révolutions de 1989. Dès les années 70, la nouvelle gauche, la gauche antitotalitaire, notamment en France, subit fortement l'impact du concept des droits de l'homme en tant qu'instrument de lutte politique<sup>5</sup>. L'opposition démocratique puis les événements de 1989 sont perçus comme l'incarnation d'un rêve : une révolte civique et pacifique contre l'État oppresseur. La société civile en sort idéalisée et omniprésente : on la quête jusqu'au cœur des États les plus oppressifs.

La fronde en Europe centrale et orientale a également une influence sur les néo-conservateurs occidentaux, quoique dans un autre sens. Ces derniers s'en servent pour contester la légitimité de l'État providence et pour rechercher des formes de lutte contre la crise morale qui ronge, selon eux, les sociétés occidentales modernes (John Gray).

Quant aux divers courants de la pensée chrétienne, enfin, ils fondent des espoirs considérables dans la révolution post-communiste. La pensée religieuse et sociale russe y attache ainsi une grande importance

---

4. Charles Taylor Andrew Arato et Jean Cohen, Jeffrey C. Isaac, John Keane.

5. Voir l'analyse critique : Marcel Gauchet, « Quand les droits de l'homme deviennent une politique », *Le Débat*, n° 110, 2000.

et la relie aux traditions slavophiles et anti-occidentales du XIX<sup>e</sup> siècle. Le célèbre discours d'Alexandre Soljenitsyne à l'université de Harvard, bien avant les « événements », fait figure de classique en la matière. Fort de sa spiritualité, l'Est serait supérieur à l'Occident matérialiste et corrompu. En soumettant les sociétés asservies à une dure épreuve, le communisme les aurait renforcées moralement et aurait solidifié leur foi ; et l'on assisterait aujourd'hui à la renaissance de la Russie. Par ailleurs, d'autres courants de la pensée chrétienne focalisent leurs espoirs sur la Pologne. Le poids sans cesse grandissant de l'Église polonaise sous le communisme, ses traditions de résistance, son impact spirituel sur Solidarité permettent de croire que la Pologne peut jouer un rôle majeur dans la renaissance d'une Europe chrétienne. Le biographe désormais officiel du pape, George Weigel, écrit même dans un livre sur la révolution de 1989<sup>6</sup> : « *La Pologne vit actuellement un dilemme aux conséquences historiques potentiellement énormes : comment fonder un État libéral et démocratique et une économie libre sur une culture catholique intacte ?* » Jean-Paul II a souvent évoqué cette question, par exemple en juin 1999, à Varsovie (*Lad*, 30 juin 1991) : « *Les Polonais peuvent soit simplement entrer dans une société de consommation, pour y occuper – en cas de succès – la dernière place, avant qu'elle ne referme définitivement ses portes devant des nouveaux venus, soit contribuer à la redécouverte de la grande, de la profonde, de l'authentique tradition européenne en lui proposant une alliance entre le marché libre et la solidarité.* »

La pensée est claire, mais difficile à traduire en actes et en institutions. Le pape ne se dresse pas contre la modernité, qu'il identifie au marché : il l'accepte au contraire sans enthousiasme mais sans ambiguïté. Mais il demande à la Pologne de rechercher une synthèse que l'Occident ne semble pas avoir réussi à trouver : synthèse de spiritualité et de matérialisme, d'individualisme et d'esprit collectif, de religiosité et de vie séculaire. Il dit en somme à la Pologne : tu peux choisir le modèle occidental, « *le matérialisme pratique* », et te condamner au second rang ; mais tu peux te risquer à la grande tâche du renouveau des racines chrétiennes en Europe, chercher à concilier le marché et la solidarité, l'Église et la démocratie.

6. *The Final Revolution. The Resistance Church and the Collapse of Communism*, cité d'après une traduction polonaise : *Ostateczna rewolucja*, W. Drodze, 1995, p. 20.

Beaucoup d'autres hiérarques de l'Église polonaise et de nombreux intellectuels catholiques ont exprimé des pensées semblables. Et le président tchèque Vaclav Havel, sans liens avec une Église particulière, fidèle plutôt à la révolte heideggerienne contre la société moderne, a vu dans les îlots dissidents de liberté des années 80 non seulement une alternative au totalitarisme déclinant, mais également un antidote à la civilisation occidentale matérialiste.

Mais qu'est-il advenu de ce rêve ? Car la foi en une renaissance spirituelle venue d'Orient a vite cédé la place aux jugements parfois excessivement noirs sur la condition morale et spirituelle des sociétés soumises à des décennies de dictature. L'*homo sovieticus*, terme inventé par Alexandre Zinoviev pour désigner l'homme dégradé par le « *socialisme réel* », semble aujourd'hui plus approprié que la vertu évangélique pour décrire l'état des hommes et des femmes sortis du soviétisme, en particulier sur les territoires de l'ancienne URSS. Attendre de la Pologne « *une nouvelle évangélisation* » de l'Europe paraît utopique ou – pour emprunter le langage des adversaires de Jean Paul II – exprime un désir de reconquête catholique de l'Europe. Néanmoins, le catholicisme reste puissant en Pologne, sans trace de la sécularisation à l'occidentale pronostiquée par certains observateurs.

En outre, bien d'autres éléments du mythe révolutionnaire, présents sous une forme limitée mais perceptible dans les mouvements de 1989 et dans l'opposition de la décennie précédente, sont tombés aux oubliettes : la foi en l'unité fondamentale de la société, en sa capacité de préserver des liens communautaires forts et d'éviter, quand viendra l'heure de créer les institutions démocratiques, le « *marché politique* » occidental ; la foi en une coexistence paisible possible entre le sacré et le profane, entre la politique et la collectivité, entre la politique et l'éthique. En Pologne, où le souvenir de Solidarité reste vif, il convient d'y ajouter l'espoir, aujourd'hui oublié, de surmonter le clivage entre la collectivité et ses élites, entre l'intelligentsia et le peuple.

Le mythe de l'Europe centrale a lui aussi perdu presque toutes ses couleurs. Il avait pourtant, pendant un temps, fortement imprégné les élites de la région, ainsi que l'opinion occidentale. Milan Kundera, Gyorgy Konrad, Czeslaw Milosz et d'autres, sachant le rendre attrayant, voulurent montrer à quel point les marches occidentales de l'empire soviétique étaient différentes de lui, dotées d'une essence his-

torique et culturelle particulière. Dans son acception large, le mythe comportait implicitement quelque chose de plus, un recul vis-à-vis de l'Occident, l'affirmation d'une existence propre, de traditions et d'une destinée à part. Le mythe représentait aussi l'avatar géographique d'un autre, celui de la « *troisième voie* ». Il fut enterré en 1989. Les États libérés de l'Europe centrale n'eurent d'yeux que pour l'Occident et se désintéressèrent rapidement de leurs voisins. Le slogan populaire de 1989 – « *la troisième voie mène droit au Tiers-Monde !* » exprima bien le sentiment répandu à l'époque.

Le « *retour à l'Europe* » constitue le dernier grand mythe de 1989. Il suggère l'idée de retrouvailles de deux parties du continent longtemps séparées et la réunification européenne. Jean Paul II a parlé à ce sujet, métaphoriquement, des « *deux poumons de l'Europe* ». Une culture commune, la religion, les traditions et une communauté de destin auraient dû assurer cette réunification rêvée. En ce retour dans la maison commune, l'Occident a évidemment beaucoup de choses à offrir : la sécurité, les institutions démocratiques et du marché, une chance de développement économique. Mais la partie rentrante, elle aussi, a quelque chose à apporter : sa spiritualité éprouvée par le feu, sa vive foi chrétienne, son désir de défendre bec et ongles la culture et les traditions européennes, son expérience de la lutte contre les totalitarismes, son attachement à l'idée européenne. Timothy Garton Ash put ainsi dire, dans les années 80, que l'Europe était divisée entre ceux qui *y croyaient* et ceux qui *la possédaient*. La partie spoliée devait apporter sa foi et sa volonté de renforcer les valeurs qu'elle assimilait à l'héritage européen.

Il y a beaucoup de mythologie dans cette vision, à commencer par la conviction largement partagée que c'est Yalta, et Yalta seulement, qui divisa le destin de l'Europe. Comme si une tranchée profonde, suivant pratiquement la même ligne, n'a pas divisé la civilisation européenne depuis Charlemagne (Jeno Such, Jerzy Jedlicki). On a vite compris qu'il n'était pas question de réunification mais d'élargissement de l'Union européenne. En lieu et place d'une union entre égaux, on a vu une adaptation fastidieuse aux conditions de la Commission de Bruxelles et l'application rigoureuse des admonestations de l'Union étalées sur les 80 000 pages des « *acquis communautaires* ». La réunification européenne ressemble à la réunification allemande sans le

sentiment de liens profonds et sans le sentiment d'obligation chez les *Wessis* européens vis-à-vis de leurs *Ossis*. L'acquisition de la citoyenneté européenne est longue, pénible – et incertaine.

Les révolutions de 1989 – ce fut souvent souligné – ne se sont pas non plus nourries d'une quelconque utopie. Après l'expérience du communisme, les opposants d'Europe centrale et orientale étaient au contraire allergiques aux idéologies. Ces révolutions furent originales à la fois par le système contre lequel elles se sont insurgées, par leur caractère pacifique, et par l'importance qu'elles ont accordée aux droits de l'homme et à l'auto-organisation de la collectivité nationale. Les timides espoirs en un modèle d'évolution spécifique, en l'originalité fondée sur un vécu particulier, ont vite été abandonnés. Les pays qui allaient résolument de l'avant – l'Europe centrale, les pays baltes, la Slovénie – ont choisi d'imiter l'Occident, sa démocratie, son économie du marché, son État de droit. Ils l'ont fait délibérément, limitant leur créativité au choix entre les modèles qui s'offraient à eux : modèle anglo-saxon, français ou allemand. Tadeusz Mazowiecki, le premier Premier ministre non communiste sur les terres de l'ancien empire, annonce ainsi dans son discours d'investiture : « *Retour des institutions économiques aux modèles connus et testés depuis longtemps. J'entends par là le retour à l'économie du marché et au rôle de l'État, voisin de celui qui existe dans les pays développés. La Pologne ne peut plus se permettre d'expérimenter.* »<sup>7</sup> La dernière phrase reprend – consciemment ou non – les paroles de Konrad Adenauer : « *Keine Experimenten!* » Les pays dans lesquels les élites nationales avaient recherché d'autres voies – que ce soit par impréparation, par manque de soutien populaire ou par tendances autoritaires et nationalistes – sont en règle générale plongés dans une crise profonde.

Mais que reste-t-il donc d'excitant, voire de simplement intéressant, dès lors que ces pays ont confirmé la valeur des institutions occidentales et la justesse du discours anticommuniste ? Dès lors qu'ils essaient, simplement, de rattraper l'Occident en imitant ses institutions, ses solutions, ses constitutions, ses lois, ses bourses, son système bancaire et jusqu'à ses universités et ses programmes scolaires ? Les

---

7. Cité par Zbigniew Domaranczyk, *Les cent jours de Mazowiecki*, sous la direction d'Andrzej Bonarski, 1990.

adversaires révoltés du passé n'étaient-ils pas infiniment plus passionnants que les parents pauvres d'aujourd'hui qui voudraient tant ressembler à leurs riches cousins mais qui ont encore, dans le meilleur des cas, un long chemin à faire ? Paradoxe ! Les pays qui se rapprochent péniblement de l'Union européenne sont, grâce aux frontières ouvertes, au pluralisme, à la démocratie, au marché, de plus en plus proches de l'Occident. Parallèlement, pourtant, ils semblent s'éloigner des consciences des élites et des sociétés occidentales. Et l'enthousiasme pour l'élargissement de l'Union européenne s'atténue dans les pays-membres – surtout en Allemagne, en Autriche et en France.

Les sentiments des Européens occidentaux pour les nouvelles démocraties ont commencé à s'émousser peu après les révolutions de 1989. On a vite compris que les changements politiques et économiques seraient infiniment plus difficiles que prévu. L'image qu'offre l'Est est de plus en plus dominée par le spectacle des conflits ethniques, de la xénophobie, de l'antisémitisme, du populisme, des tendances autoritaires, etc. Des dizaines d'articles de presse reprennent une formule quasiment identique : tandis que l'Occident s'acheminerait vers le XXI<sup>e</sup> siècle post-national, l'Est s'enfoncerait dans la fange des nationalismes du XIX<sup>e</sup> siècle (Dahrendorf). Les événements tragiques en ex-Yougoslavie et dans le Caucase colorent la perception de tous les processus en cours dans l'ancien monde soviétique. On se réfère implicitement à l'ordre hérité du passé de l'empire ottoman ou – dans le cas de la Yougoslavie, de la Tchéquie et de la Slovaquie – de celui des Habsbourgs. Les aspirations de peuples aussi grands que les Ukrainiens passent, dans cette perspective, pour d'anachroniques gesticulations tribales. « *L'Europe contre les tribus* » : tel n'était-il pas le titre, à l'arrogance sidérante, d'une conférence organisée en grande pompe sous le patronage du président Mitterrand ?

L'importance de la révolution de 1989 pâlit aussi dans les consciences occidentales sous l'impact du scepticisme grandissant devant « *la troisième vague* » de la démocratie (une notion rendue célèbre par le livre de Samuel Huntington), vague qui se serait déversée sur le monde bien au-delà de l'espace post-soviétique. Car les nouvelles démocraties sont souvent plus formelles que réelles, et elles peuvent, sous le camouflage démocratique, cacher des dictatures. Loukachenko, Meciar, Milosevic sont ou ont été des chefs autoritaires démocratiquement élus. Le

caractère démocratique du règne de Poutine laisse planer quelques doutes. Des démocraties sans État de droit, sans protection des minorités, sans droit de propriété garanti, sont des succès ambigus. Des élections démocratiques se sont soldées par de nombreux conflits et guerres ethniques : elles ont contribué au démantèlement de la Yougoslavie et ont renforcé le nationalisme dans bien d'autres pays. La littérature parle d'« *illiberal democracy* » (Faarid Zakaria), de « *delegative democracy* » (Guillermo O'Donnell) pour décrire un phénomène qui, pour ne pas être nouveau, a pris une dimension nouvelle avec cette expansion démocratique.

L'Occident n'est d'ailleurs pas le seul à porter un regard ambigu sur le bilan de l'année 1989. Les célébrations de l'anniversaire à l'Est, là où la révolution a eu lieu, ont, elles aussi, été significatives. Dix ans après, le regard des populations sur ces événements, sur le communisme et sur la décennie ayant suivi sa chute a déjà profondément changé et n'incite guère aux festivités. En Roumanie – exemple le plus radical –, le gouvernement et le président Constantinescu – issus du camp anticommuniste – n'ont prévu aucune célébration, « *de peur que la moindre étincelle puisse provoquer des émeutes* ». Une simple gerbe de fleurs a été déposée, et seulement cent personnes ont assisté à la cérémonie. Les chefs du pays connaissent les sondages : 61 % des Roumains trouvent leur vie sous Ceausescu meilleure qu'aujourd'hui<sup>8</sup>. Le regard porté sur le communisme est donc devenu ambivalent, y compris dans les pays où il était assimilé à une occupation et qui ont emporté de sérieux succès après 1989. Les libertés reconquises ne compensent pas la peur, l'incertitude, la dégradation ressenties.

Ces pays-là voudraient-ils retourner au passé ? Certes non. Pas même la Russie et pas même l'Ukraine, où l'approbation pour le système économique et politique actuel est très faible. La volonté de retour en arrière est absente. Les échecs successifs des partis communistes l'attestent. Les partis communistes classiques n'ont reconquis le pouvoir nulle part. Ceux qui sont arrivés au pouvoir par des voies démocratiques ont dû passer par des transformations profondes, rompre avec l'héritage communiste, opter soit pour la démocratie et le marché (Pologne, Hongrie, pays baltes), soit pour le nationalisme populiste

---

8. Donald D. Mc Neil Jr., « Romanians Grimly Mark Anniversary of Revolution », *International Herald Tribune*, 23 décembre 1999.

(Meciar, Loukachenko, Milosevic, Tudjman). Mais la réprobation pour l'état actuel des choses et la peur de l'avenir ne permettent pas d'apprécier à sa juste mesure la grande césure de l'an 1989 et conduisent souvent à son rejet.

Enfin, les traumatismes engendrés par l'effondrement de l'ancien régime sont dus au chômage, à l'inflation, à la baisse du niveau de vie, à une modification radicale de l'échelle de stratification sociale, au sentiment général de danger lié à l'affaiblissement, sinon à l'effondrement, de l'État. Le chaos qu'a légué l'ancien régime et le modèle d'évolution choisi ont provoqué un rejet du présent au nom d'un besoin de sécurité et d'idéaux de justice et d'égalité. La tradition communiste d'un paternalisme égalitaire et de la sécurité pour tous avaient fourni la référence pour inscrire les changements post-révolutionnaires dans un registre de « *narration tragique* »<sup>9</sup>. Qu'il n'y ait pas eu de révoltes contre le post-communisme est probablement dû à l'absence d'alternative et à la peur des violences dont le passé était rempli, plutôt qu'à l'approbation des changements d'après 1989.

Rappelons pour terminer qu'en deux endroits seulement on trouva bon de commémorer solennellement le dixième anniversaire de l'an 1989 : Berlin et Prague. À Berlin, les seuls invités d'honneur furent le président américain de l'époque, George Bush, et l'ancien secrétaire général du parti communiste d'URSS, Mikhaïl Gorbatchev. « *Le chancelier de la réunification* », Helmut Kohl, et son successeur, Gerhard Schröder, s'adressèrent au Bundestag. Initialement, aucun participant de l'ex-RDA n'était prévu. Devant les *Ossis* scandalisés, le programme fut amendé. De même, à Prague, en dehors de George Bush et de Gorbatchev, seuls ont fait acte de présence Margaret Thatcher et la veuve du président Mitterrand, Danielle. L'ex-président polonais, Lech Walesa, fut le seul invité représentant en quelque sorte les peuples de la région. De tels signes permettent-ils de conclure à un changement radical dans l'appréciation des événements historiques ?

En tout cas, la mémoire de 1989 n'évoque déjà plus la chute des dictatures, la mobilisation des masses, le renoncement pacifique des élites

---

9. J.C. Alexander, « Civil Society », I, II, III : « Constructing an Empirical Concept from Normative Controversies and Historical Transformations » dans *Real Civil Society*, sous la direction de J.C. Alexander, Sage, Londres, 1998, p. 1-19.

communistes à leur pouvoir, la reconquête de l'indépendance, la construction des États et des premiers gouvernements démocratiques ni une révolution économique radicale. Aux yeux du monde, 1989 est devenu, avant tout, le moment d'un grand et profond changement géopolitique, la fin de « *l'empire du mal* », la fin d'un monde divisé en deux blocs hostiles, la fin de Yalta, et la fin des cauchemardesques bombes A, H et B suspendues au-dessus du globe.

Pour l'opinion internationale, l'année 1989 n'est donc plus le moment privilégié d'une révolution politique, sociale et économique, ni l'explosion de l'énergie des peuples asservis depuis des décennies : il s'agit au contraire d'un tremblement de terre géopolitique décidé par les grands de ce monde. Vue sous cet angle, l'année 1989 représente plutôt la fin d'une guerre, comme 1918 ou 1945. Et après la guerre comme après la guerre : les vainqueurs redessinent les frontières, dictent les conditions et définissent les nouvelles règles du jeu.

L'année 1989 semble ainsi clore une époque au lieu d'en annoncer une nouvelle.